



FICHE PAYS – OCTOBRE 2023

Maroc



Points essentiels :

- Les relations économiques entre la Suisse et le Maroc s'inscrivent dans des conditions-cadres bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les doubles impositions.
- Le Maroc est le 3^e marché d'exportations de la Suisse en Afrique (CHF 414 millions en 2022).
- La Suisse est un investisseur important au Maroc, avec une cinquantaine d'entreprises suisses présentes sur place qui emploient environ 8'000 personnes.
- Au cours des dernières années, le Maroc s'est distingué par le développement de son secteur financier et une diplomatie économique active tournée vers l'Afrique et se présente de plus en plus comme un lien entre l'Afrique et l'Europe.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Maroc	Suisse
Surface (km ²)	446'550 (11x CH)	41'290
Monnaie	Dirham (MAD)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 19.09.2023)	11.42 MAD →	1 CHF
Population	35.6 millions (+1.1%)	8.8 millions (+0.9%)
Nombre de Suisses au Maroc	1'444 (2022)	--
Nombre de Marocains en Suisse	--	8'205 (aout 2023)

1.2 Rankings²

	Maroc	Suisse
Index of Economic Freedom (2023)	97/176 (+0)	2/176 (+0)
Corruption Perception Index (2022)	94/180 (-7)	7/180 (+0)
Humain Development Index (2021)	123/191 (+0)	1/191 (+0)
Global Innovation Index (2022)	67/132 (+10)	1/132 (+0)

1.3 Composition du gouvernement

Chef de l'Etat (monarchie constitutionnelle)	Roi Mohammed VI (depuis 07.1999)
Premier Ministre	Aziz AKANNOUCH (depuis 10.2021)
Ministre de l'Economie et des finances	Nadia Fettah ALAOUI (depuis 10.2021)
Ministre de l'Industrie et du commerce	Ryad MEZZOUR (depuis 10.2021)
Ministre des Affaires étrangères	Nasser BOURITA (depuis 04.2017)
Ministre de l'Education et de la formation prof.	Chakib BENMOUSSA (depuis 10.2021)
Gouverneur de la Banque centrale	Abdellatif JOUAHRI (depuis 04.2003)
Prochaines élections (législatives, régionales, municipales)	Septembre 2026

¹ World Bank Data

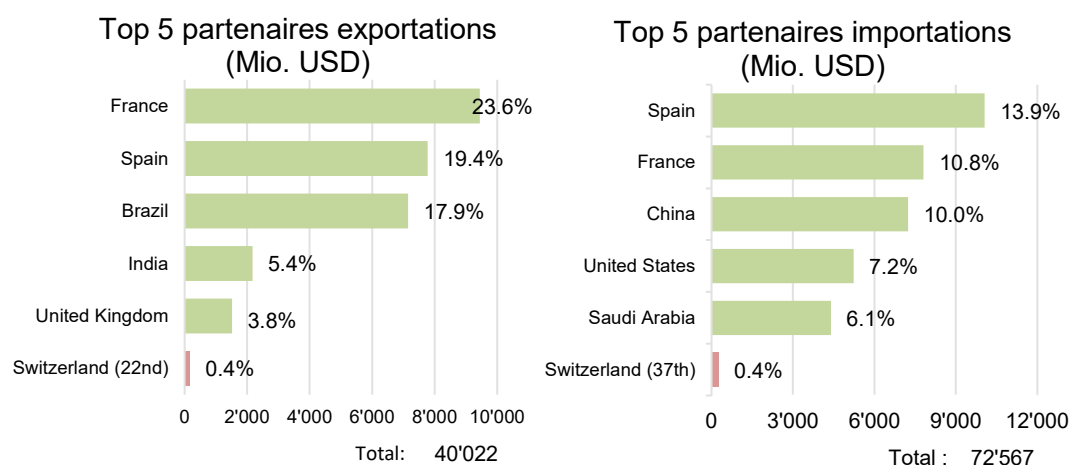
² Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

2. Statistiques économiques

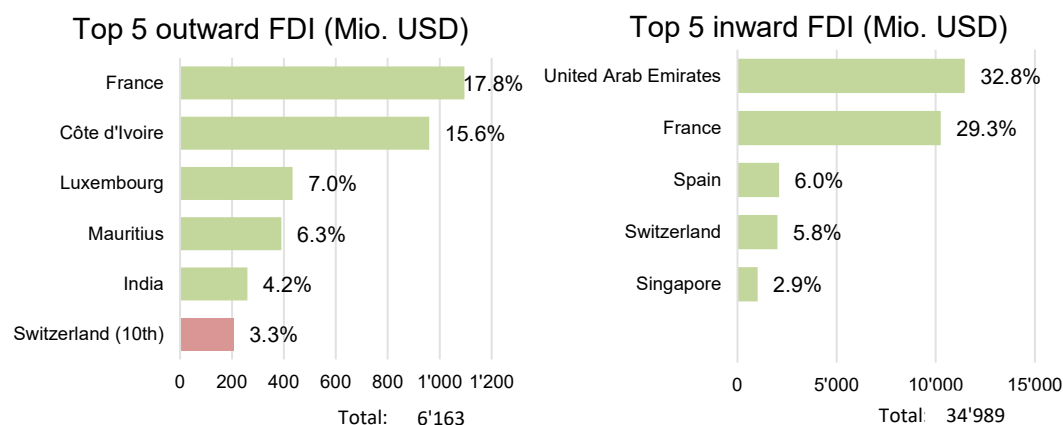
Indicateurs macroéconomiques³

Maroc				
	2021	2022	2023	2024
Croissance du PIB (%)	7.9	1.1	3.0	3.1
PIB (USD Mrd.)	143	138	139	147
PIB/habitant (USD)	3'934	3'765	3'749	3'936
Inflation (%)	1.4	6.6	4.6	2.8
Chômage (%)	11.9	12.9	11.0	10.5
Solde budgétaire (% du BIP)	-5.9	-5.1	-4.9	-4.4
Dette publique (% du BIP)	68.9	68.8	68.3	68.4
Compte courant (% du BIP)	-2.3	-4.3	-3.7	-3.5

Commerce extérieur marocain 2022⁴



Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc 2021⁵



³ IMF World Economic Outlook Data Base, [October 2022](#). Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ IMF, Direction of Trade Statistics (DOTS), September 2022

⁵ Coordinated Direct Investment Survey (CDIS), December 2022

3. Situation économique⁶

3.1 Structure de l'économie (% du PIB)⁷

Bien que l'économie marocaine soit de plus en plus diversifiée, elle reste néanmoins **dépendante de plusieurs piliers** : l'**agriculture**, le **tourisme**, les **transferts des marocains résidents à l'étranger** et les **exportations de phosphate**. En 2022, le **secteur primaire** (incluant la pêche) comptait pour **11%** du PIB, employant plus d'un tiers de la population active. Le **secteur secondaire**, lui, contribuait à hauteur de **27%** du PIB, employant plus de 20% de la population active. Le **secteur tertiaire (surtout le tourisme)** a contribué pour **52%** du PIB en 2020, employant plus de 40% de la population active. Un défi majeur pour l'économie marocaine reste **l'intégration de son économie informelle** qui s'élève à 31% du PIB selon la Banque centrale marocaine. Enfin, la **dépendance du Maroc aux importations de pétrole** (le Maroc importe environ 90% de ses besoins énergétiques) rend le pays vulnérable aux fluctuations du prix sur le marché international et explique en partie le déficit systématique de la balance commerciale. Les transferts des Marocains résidant à l'étrangers sont également une manne financière importante pour le pays.

Rang	Secteurs	2021	2022
1	Services	52%	52%
	- dont services publics	18%	18%
2	Industrie	26 %	27%
3	Agriculture	12 %	11%

3.2 Politique économique

Information générale

Le Maroc peut être décrit comme une économie émergente avec une **politique économique libérale, caractérisée par une grande ouverture vers l'extérieur**. Une **stratégie d'industrialisation dans les secteurs à forte valeur ajoutée a été développée** (industrie automobile, aéronautique, énergies renouvelables). Justement, sur le plan industriel, le Maroc est passé en 20 ans d'un pays à production « low cost » à un pays « best cost », avec l'ambition de positionner mondialement comme pays offrant la « best value ». L'économie marocaine jouit d'une politique économique rigoureuse et cohérente, conjuguée avec une diplomatie commerciale ferme et soutenue par une politique monétaire stricte. De ce fait, l'économie du pays se remet rapidement de la récession engendrée par la crise sanitaire. Cependant, certains secteurs sont encore considérés comme souverains et ne sont donc pas ouverts à la concurrence ou ne le sont que partiellement (l'énergie, eau, défense et de la numérisation).

En prévision de la forte croissance de la consommation intérieure d'énergie (estimée à +250% entre 2015 et 2030), le Maroc a mis en place une **politique de développement des énergies renouvelables pionnière dans la zone MENA**. Parmi les premiers pays de la région à avoir **éliminé les subventions sur les énergies fossiles**, le Maroc vise à augmenter la part d'énergies renouvelable de sa production de 40% en 2020 à 63% en 2030. Le **marché de l'électricité a notamment été ouvert à la compétition**, autorisant de ce fait aux entités privées de produire et commercialiser de l'électricité issue de sources renouvelables.

Politique budgétaire/fiscale

Dans le dessein de disposer de ressources financières nécessaires pour les réformes économiques et sociales, notamment la généralisation de la sécurité sociale, le Gouvernement a apporté des modifications à la politique fiscale du pays. En effet, la loi cadre portant sur la réforme fiscale a été adoptée au mois de juillet 2021 et ses axes prioritaires ont été pris en considération dans la loi de finance de 2022. Cette dernière a élargi le champ d'application de

⁶ Rapport économique 2023 de l'Ambassade suisse à Rabat.

⁷ The World Bank Group, DataBank

la TVA, tout en réduisant le nombre de taux et en généralisant le droit au remboursement. Concernant l'impôt sur les sociétés, le taux sera progressivement unifié. Enfin, l'Etat poursuit le processus de dématérialisation des procédures à travers la modernisation et la digitalisation des services de l'administration fiscale.

Le déficit budgétaire est passé de 6% du PIB à 5,1% en 2022. Néanmoins, le poids de la dette devient de plus en plus problématique pour le pays et devrait dépasser les 100 milliards de francs suisses fin 2023, soit environ 80% du PIB. La dette extérieure, en particulier, est passée de CHF 20,9 milliards à CHF 26,2 milliards, soit une augmentation d'environ 25%.

Politique monétaire

La Banque al-Maghrib (banque centrale) est responsable de la **politique monétaire** marocaine et a comme objectif principal la **stabilité des prix**. En théorie, la politique monétaire de la banque centrale est indépendante du gouvernement. Cela dit, **en pratique, le système de taux de change reste dans les mains du Ministère des Finances**. Actuellement, le Maroc applique un **système de taux de change fixe lié à un panier de devises (60% à l'euro, 40% au dollar américain)**. Cependant, l'objectif est de passer à un régime de taux de change flottant pur à moyen/long-terme, considérant que le pays remplit les conditions pour se faire : réserve de changes, déficit maîtrisé, monnaie en ligne avec la valeur réelle et inflation sous contrôle. En mars 2023 le taux directeur a été monté à 3%, après avoir préconisé un maintien à 1,5% l'année précédente, justifié selon la Banque centrale par les causes externes des pressions inflationnistes et les perspectives de retour à des niveaux d'inflation modérés en 2023. Ces augmentations témoignent d'un changement de perception de la part de la Banque centrale quant au caractère temporaire de l'inflation au Maroc. En effet, à 5% en août 2023, l'inflation était tout de même nettement supérieure à la moyenne à long terme de 1,5%.

Politique économique extérieure

Le Maroc a déployé des **efforts diplomatiques considérables depuis 2016** pour chercher à diversifier ses relations économiques et commerciales, encore passablement dépendantes de l'Europe où s'écoule plus de 60% de ses exportations. Cette diversification et cette ouverture sont guidées par des intérêts économiques et surtout géopolitiques. La reconnaissance de la marocanité du Sahara par les Etats-Unis et la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël ont été déclencheurs de nouveaux partenariats stratégiques dans les secteurs de la défense, de l'industrie et de l'énergie. En outre, le Maroc accorde une importance particulière à l'Afrique où il se positionne comme premier investisseur en Afrique de l'Ouest et deuxième à l'échelle du continent.

3.3 Conjoncture économique

La **pandémie de coronavirus a durement touché l'économie marocaine**, avec une baisse de -7,2% selon le FMI. Après une bonne reprise en 2021 avec une croissance de 7,9% selon le FMI, la croissance a fortement chuté en 2022 (1,1%), principalement en raison de la guerre en Ukraine. La croissance a toutefois repris et devrait être d'environ 3% en 2023 et 2024 selon le FMI. Le chômage reste élevé, à 11%. Les jeunes de moins de 25 ans semblent être les plus touchés (près de 40%) et les diplômés ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. Ces chiffres sont à relativiser si l'on tient compte de l'importance du secteur informel.

Les efforts du Maroc pour s'imposer comme un lieu d'investissement portent leurs fruits. Le Maroc fait partie des 25 pays émergents qui accueillent le plus d'investissements étrangers. Le rôle de la Suisse et des entreprises suisses n'y est pas étranger. Ainsi, selon la Banque mondiale, la Suisse est le dixième investisseur dans le pays avec environ 200 millions de dollars.

Le pays a également entrepris d'importantes réformes pour s'imposer comme un pays industrialisé. Un grand nombre de nouvelles usines sont construites dans les secteurs de l'automobile et de l'aviation, et l'infrastructure logistique continue d'être développée. Le tourisme s'est également bien rétabli après la pandémie de Covid. L'engagement du Maroc dans l'AfCFTA et les bonnes relations commerciales mondiales devraient aider le pays à atteindre ses objectifs ambitieux.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Accord de libre-échange (ALE)	En vigueur	01.07.1999
Accord contre la double-imposition (CDI)	En vigueur	27.07.1995
Accord de protection des investissements (API)	En vigueur	12.04.1991
Accord sur les services aériens	En vigueur	23.06.2011

4.2 Présence institutionnelle

Au Maroc :

- [Chambre de Commerce Suisse au Maroc \(CCSM\)](#)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)⁸



780 millions
Commerce (CHF),
Total 2

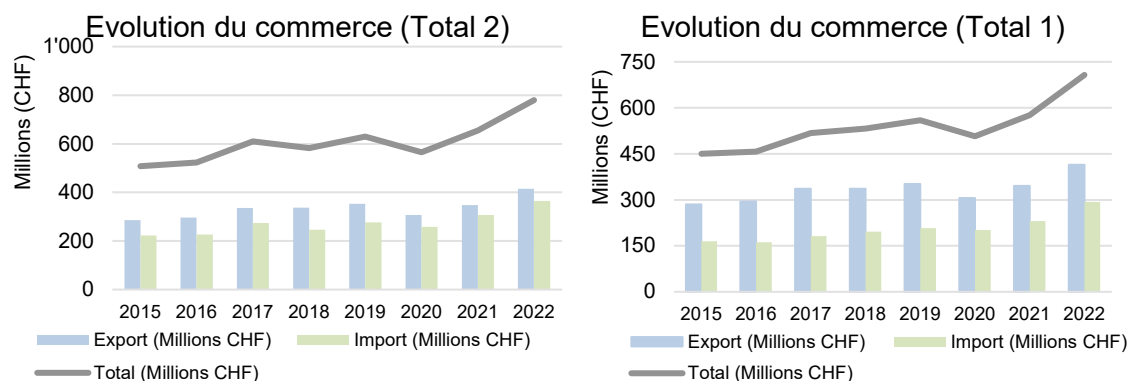


0.1%
Part mondiale,
Total 2



Nr.66
Partenaire commercial,
Total 2

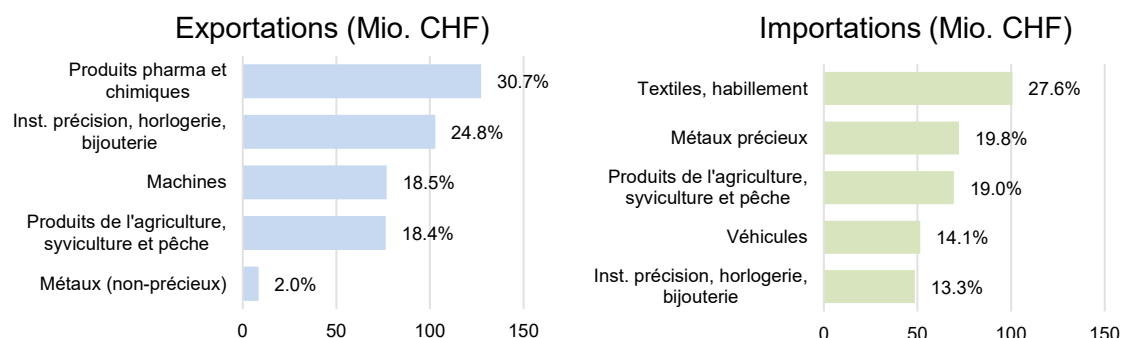
Evolution du commerce bilatéral



	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2020	306	-13.3	259	-6.5	48	565	-10
2021	347	13.4	307	18.8	40	655	16
2022	414	19.3	365	18.9	49	780	19
(Total 1)*	414	19.8	293	27	121	707	23
2023(I-VIII)	279	-3.9	227	-16.5	52	506	-10

(*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

Composition du commerce bilatéral (2022, Total 2)



Commentaires

Le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et le Maroc s'est monté à CHF 780 millions. Le Maroc est ainsi le 2^{ème} partenaire commercial de la Suisse en Afrique du Nord (juste après l'Egypte), le 8^{ème} dans toute la région MENA et le 8^{ème} sur le continent africain. La balance commerciale est relativement bien équilibrée et diversifiée entre les deux pays. La tendance haussière du commerce bilatérale depuis plusieurs années est notable et porteuse de perspectives positives.

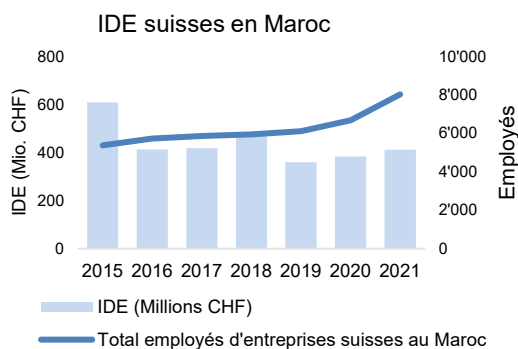
⁸ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)⁹

Les données pour le commerce des services entre la Suisse et le Maroc ne sont pas disponibles.

4.5 Investissements directs (perspective suisse)¹⁰

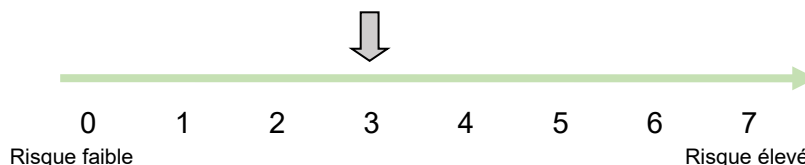
Investissements directs étrangers (IDE) (millions CHF)



Commentaires

Près d'une cinquantaine d'entreprises suisses sont présentes au Maroc, où elles y emploient environ 8'000 personnes selon les statistiques suisses. Elles bénéficient d'une bonne visibilité et d'une excellente réputation à travers le pays et la majorité d'entre elles sont membres de la dynamique Chambre de commerce Suisse au Maroc, basée à Casablanca.

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹¹



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

⁹ [Banque Nationale Suisse](#)

¹⁰ Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

¹¹ [SERV](#)

4.7 Coopération au développement

Le programme de la Suisse au Maroc, qui s'appuie sur les activités suisses existantes dans le pays, en particulier dans le domaine des questions humanitaires et politiques, est mis en œuvre de manière coordonnée, cohérente et complémentaire. Différents services fédéraux sont impliqués : la Direction au développement et à la coopération (DDC) du DFAE, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), la Direction politique (DP) et notamment sa Division de la sécurité humaine (DSH), la Direction du droit international (DDIP) et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

Le Maroc n'est pas un pays prioritaire pour la coopération économique du SECO. Toutefois, dans le cadre du programme suisse pour l'Afrique du Nord, le Maroc peut bénéficier de diverses initiatives régionales et globales ainsi que d'activités bilatérales sélectives du SECO. Par exemple, des projets sont actuellement mis en œuvre dans le domaine de l'accès au marché pour les produits régionaux typiques.

4.8 Dernières visites (liste non-exhaustive)

2023 (octobre, à venir)	Mission économique et scientifique du CF Guy Parmelin à la suite de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque Mondiale à Marrakech
2022 (09 – 12.05)	Mission au Maroc pour l'assemblée annuelle de la BERD, avec partie consacrée aux relations économiques bilatérales de la Secrétaire d'Etat Ineichen-Fleisch
2018 (28.06)	Visite de travail au Maroc de la Conseillère fédérale Doris Leuthard, accompagnée d'une délégation des secteurs énergie et transport
2016 (01-02.02)	Mission économique au Maroc de l'Ambassadrice Livia Leu (SECO), avec délégation d'entreprises
2015 (04-05.11)	Visite au Maroc du directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) W. Steinmann, avec une délégation de 22 entreprises
2015 (06.02)	Rencontre entre le Conseiller fédéral Schneider-Ammann et le Ministre marocain du Commerce Mohamed Abbou lors de l'ouverture de la Mustermesse Basel (MUBA).
2014 (04-05.09)	Visite de travail de la Conseillère fédérale Doris Leuthard à Rabat, auprès du Ministre de l'Energie M. Aamara